

Le temps suspendu

Une autre histoire du rêve d'indépendance
en Nouvelle-Calédonie



Ce fichier est un extrait du livre

Le temps suspendu

Luc Deborde

Pour consulter l'ouvrage complet, rendez-vous sur :

http://www.editions-humanis.com/_979-10-219-0428-6.php

© Mai 2022 – Éditions Humanis – Luc Deborde

ISBN versions numériques : 979-10-219-0428-6

ISBN version imprimée : 979-10-219-0427-9

Tous droits réservés – Reproduction interdite
sans autorisation de l'éditeur et de l'auteur.

Luc Deborde

Le temps suspendu

Une autre histoire du rêve d'indépendance
en Nouvelle-Calédonie



*À Rossana,
ma muse et mon socle.*

INTRODUCTION

*Je sais bien ce que je fais,
mais non pas ce que je cherche.*

Montaigne

Comment je suis devenu métis

Il y a quelque temps, j'ai vécu une scène qui m'a attristé. J'ai demandé à un jeune où il allait et il m'a répondu : « Nulle part. Vous autres, les Blancs, vous avez volé nos terres ».

Avant que je trouve quoi lui répondre, il avait tourné le dos.

Un million de souvenirs et de pensées se bousculaient dans ma tête.

Il y a cinquante ans de cela, dans l'école primaire de Pont-des-Français, il y avait peu d'élèves à la peau blanche. Mais déjà, la collection d'ethnies qui la peuplaient savait distinguer à coup sûr les Caldoches de ceux qui venaient de débarquer dans le pays. Nous n'étions que trois dans ce cas : un dénommé Citron, fils de gendarme (la gendarmerie était juste à côté de l'école), mon frère et moi-même. Et les qualificatifs « blanc-blanc¹ » ou « blanco-farine » nous étaient réservés.

¹ Blanc-blanc : on peut comprendre « plus blanc que blanc », c'est-à-dire, encore plus blanc que les Caldoches.

Comment nous avait-on repérés et identifiés aussi rapidement ? Je l'ignorais à l'époque. Ce que je savais, c'est que je ne me sentais pas particulièrement solidaire du jeune Citron. Pas plus que des Kanak, des Wallisiens ou des Caldoches qui étaient là. Je pensais être absolument étranger à tout le monde.

Quand on m'a expliqué que « Blanco-farine » était un équivalent de « Zoreil », j'ai demandé qu'on me dise en quoi consistait exactement ce genre de compliment. Et, au vu de la réponse obtenue, j'ai décidé que non, quelles que soient les apparences, je n'étais pas celui qu'on s'imaginait.

On me disait qu'un Zoreil était quelqu'un qui était né en France et qui débarquait de France. Je suis né au Maroc. Et si je débarquais bien de France, je n'y avais passé que la moitié de mes six courtes années de vie et je ne me sentais pas « Français » pour autant.

Qu'étais-je, alors ?

Les premiers groupes dont je me suis rapproché étaient constitués de jeunes Kanak, et surtout de jeunes filles. De tous ceux qui étaient dans la cour de récréation, c'était elles qui semblaient les moins hostiles aux Blancs-blancs. D'un côté, des filles de la tribu de Saint-Louis. De l'autre, des filles de Lifou. Et comme je m'amusais beaucoup en imitant les divers accents que j'entendais autour de moi, je les faisais s'esclaffer en prenant l'accent de Saint-Louis quand j'étais avec les Lifou, et celui de Lifou quand j'étais avec les Saint-Louis.

J'entamais ma carrière de Caméléon.

Plus tard, j'ai constaté qu'un grand nombre de Pieds-noirs avait débarqué dans le pays et je me suis demandé si je n'étais pas l'un d'eux. Hélas, ils venaient presque tous d'Algérie, et les communautés de Pieds-noirs d'Algérie et du Maroc ont toujours éprouvé une certaine défiance l'une envers l'autre. Leurs histoires et leurs mentalités divergent. Même si leur accent était amusant à contrefaire, je ne me sentais pas leur appartenir.

Au collège de Rivière-Salée, j'ai eu souvent l'occasion de me frotter à des membres de la communauté wallisienne. J'écris « frotter », mais je pourrais écrire « fritter », tant j'avais du mal à établir un rapport autre que celui de la confrontation physique avec ces jeunes qui me semblaient pleins d'une colère permanente et inexplicable. Petit, frêle et moins âgé qu'eux, dans nos bagarres, j'avais toujours le dessous, bien sûr. Mais il m'arrivait occasionnellement de rendre des coups et, aujourd'hui, je les considère comme des « frères de sang », frères de ce sang que nous avons échangé en tentant de nous affirmer, de nous défendre, de survivre, de nous en sortir comme nous le pouvions. D'exister, finalement.

Je commençais ainsi à étendre ma famille.

Étais-je en train de devenir calédonien ?

On m'expliqua gentiment que non. À cette époque-là, les choses étaient parfaitement claires : pour être un Calédonien, il fallait être né de parents calédoniens. Ça ne se négociait pas.

Qu'étais-je, alors ?

Beaucoup plus tard, un couple de Kanak de l'aire coutumière Ajië, demanda à adopter l'une de mes filles. Cela plongea d'abord mon épouse et moi-même dans une grande perplexité. Mais on nous expliqua qu'il s'agissait d'une adoption symbolique et qu'en cas d'accord, notre fille resterait bien la nôtre. Une présence occasionnelle dans sa nouvelle famille kanak serait suffisante pour qu'ils se considèrent comme ses parents. Nous avons accepté. On nous a souvent accueillis en tribu avec autant de chaleur et d'affection qu'il est possible d'en donner. Pour ce qui est des coutumes, on nous a laissé le temps nécessaire pour apprendre les bons réflexes. Ma nature de Caméléon a été mise à rude épreuve. Mais on m'a toujours pardonné mes maladresses.

Je me suis fait d'autres amis parmi les Caldoches. On a ri ensemble des histoires de Jeulin² où ils se moquent d'eux-mêmes. C'était le signe qu'on m'acceptait comme un membre de la famille. Des familles immenses, liées entre elles et avec la terre qu'elles foulent. Contre toute logique, je m'y suis parfois senti plus orphelin que jamais. Je savais que ça venait de moi, et pas d'eux. Et ça ne durait jamais longtemps, l'affection est un bon médicament.

Mais quand un cousin éloigné me disait, avec beaucoup de cœur: « pour moi, tu es calédonien », je ne pouvais pas m'empêcher d'entendre le « pour moi » qui voulait dire « pour les autres, je ne te promets rien ».

La vie m'a offert l'occasion de nouer des amitiés dans presque toutes les autres communautés du pays, m'offrant à chaque fois leur vision des choses, du monde et de la vie.

Mais je ne savais toujours pas ce que j'étais.

Tous ceux qui me rencontrent pour la première fois continuent à me voir comme un Zoreil, sans doute à cause de mes yeux bleus et de ma peau qui ne veut pas bronzer. J'ai été tenté de me rallier à l'opinion générale. Mais je suis beaucoup trop calédonien pour me sentir solidaire des préoccupations et des centres d'intérêt des derniers venus. Ils disent « je voudrais rentrer en Métropole » quand je dis « je pars en France ». Ils disent « tongs » quand je dis « claquettes », « sachet » quand je dis « pochon », et ils me corrigent, comme s'ils savaient mieux que moi comment nommer les choses. Non, je ne suis pas un Zoreil.

Un beau jour, j'ai mis fin à cette quête d'identité en décidant que j'étais « métis culturel ». Ça en bouchait un coin à tout le monde, et au moins, j'avais un mot auquel me raccrocher.

² J'ai bien peur d'avoir oublié le prénom de ce monsieur Jeulin, originaire de la région de Bourail, qui est un personnage authentique de l'histoire calédonienne. Il s'est fait connaître par ses histoires absolument invraisemblables de chasse, de pêche et de Dame Blanche, qui continuent encore à circuler dans certains milieux caldoches.

Métis.

Et même si l'on m'a longtemps refusé cette qualité, au fond de moi, en secret, je me sens bien Calédonien.

Métis calédonien.

D'un certain point de vue, je ne suis rien, parce que je n'appartiens à aucune communauté reconnue, parce que je n'en ai jamais choisi une sur laquelle j'aurais été contraint de m'aligner.

Ne puis-je considérer que j'appartiens à toutes ?

Chaque communauté m'a offert une part d'elle-même que je me suis appropriée et que je porte au fond de moi.

Je me suis donné à elles, et elles m'ont accueilli. Don et contre-don : la coutume est faite!³

Voilà comment je suis devenu métis, même si pour quelques dinosaures, cela veut encore dire bâtard. À tout prendre, bâtard me convient aussi. C'est beaucoup mieux que rien.

Je ne suis pas seul à pouvoir dire ça. Ici, nous sommes une légion à être métis, par le sang ou par nos choix, même si certains ont du mal à l'assumer, comme j'ai eu moi-même des difficultés à le faire pendant la plus grande partie de ma vie.

À chaque génération, les métis génétiques et culturels sont plus nombreux. Aucune idéologie, aucun racisme, aucune rancune, aucune souffrance ne peut l'empêcher.

³ Les traditions sociales kanak sont régies par ce qu'on appelle « la coutume ».

« La Coutume kanak est multiple et complexe. (...) Elle est un acte d'échange cérémoniel qui marque la relation et la position vis-à-vis de l'autre. Elle se traduit en paroles, en gestes et en dons. Elle se matérialise en objets et en ignames. Elle représente les règles de vie, la bienséance, l'accueil, le respect et l'humilité. »
Site Internet *Coutume kanak*, Sébastien Lebègue, 2013-2019, ADCK, Centre Tjibaou.

Nous sommes les enfants de ce pays. Nous sommes son avenir. Nous sommes la force qui fera plier la flèche immobile du temps.

Voilà ce que j'aurais voulu dire à ce jeune croisé dans la rue: que je ne me sentais pas si Blanc que ça, que nos peaux ne décident pas de tout, que nos cultures sont désormais si mélangées qu'elles sont indissociables, que nous sommes tous métis, même quand nous l'ignorons, même quand nous le refusons.

C'est compliqué

Cette fois-là, j'ai manqué de courage et de force. Je me fais peut-être vieux.

Dans le temps, je ne l'aurais pas laissé partir ce jeune homme sans lui répondre. En 1985, sur la plage de Bourail, je n'ai pas hésité à provoquer un groupe de Caldoches dont le discours raciste me hérissait le poil. « Il faut se débar-rasser des Canaques », disaient-ils. La guerre grondait dans les terres alentour. Avec ce que je leur ai répondu, je suis passé à deux doigts de me faire lyncher. « T'es dingue ! » m'a dit l'ami qui m'avait invité dans ce groupe. « Tu réfléchis pas ! »

J'essayais, pourtant.

Plus tard, lors de mes séjours en Métropole, c'est avec des « Français de France » que j'ai eu des discussions houleuses. Selon qu'ils étaient de droite ou de gauche, c'est-à-dire contre ou pour l'indépendance, ils avaient toujours des idées bien ancrées sur la Nouvelle-Calédonie. Et, dans les deux cas, ces idées me semblaient artificielles, réductrices, et toujours à vingt-deux mille kilomètres de la réalité.

Le pire, c'est qu'après avoir beaucoup lu sur le passé du pays et longtemps réfléchi à mes propres idées, je me suis rendu compte qu'elles tournaient en rond, elles aussi, que je n'échappais pas aux préjugés, et que mes points de vue ne concordaient pas toujours avec ce que disait la voix caver-neuse de l'histoire.

J'ai lu, encore et encore. Et j'ai écouté, encore et encore, tous ceux qui avaient quelque chose de personnel à dire, pour essayer de comprendre mieux.

Un jour, un Italien m'a demandé de lui expliquer ce qui se passait avec ces référendums à répétition et pourquoi on y re-posait toujours la même question, comme si on était sourds. À croire que dans la population, au lieu de répondre *Oui* ou *Non*, on répondait *Hein ? T'as dit quoi ?*

Je l'ai prévenu que c'était compliqué. Il savait écouter, cet Italien, alors j'ai continué à parler. Mais à chaque fois que j'avais fini de lui exposer une partie du problème et qu'il m'interrogeait sur une autre, je commençais par lui dire « Alors..., c'est compliqué, tu vois... » À la fin, il s'est mis à en rire, et comme je cherchais mes mots pour lui parler du métissage en Nouvelle-Calédonie, il m'a dit « Laisse-moi deviner : c'est compliqué ! »

Oui, c'est compliqué d'y voir clair dans ce que nous sommes. C'est compliqué de combattre les idéologies qui s'appliquent à notre position, le colonialisme, le décolonialisme, le post-colonialisme, l'anticolonialisme, et toutes les idées reçues qui vont avec.

Tellement compliqué qu'on s'y est englués.

Le temps suspendu

La revendication d'indépendance trouve sa source dans le passé, dans l'autrefois, dans le pays des morts. Les Kanak décimés par des maladies étrangères sont morts par dizaines de milliers. D'autres encore sont morts sous les balles des militaires et des gendarmes. Ceux qu'on appelait « les colons Guyon » et « les colons Feillet » sont morts à leur tour. Les bagnards et les déportés sont morts. Ataï et ses guerriers sont morts, tout comme Segou⁴. Et, plus près de nous, Machoro, Yéiwéné, Lafleur et Tjiabou sont morts, comme Djubelly Wéa⁵.

Ils ont cessé de se battre. Reposent-ils en paix ?

Ce qui est sûr, c'est que nous, les vivants, nous continuons à nous quereller en leur nom. Nous habitons leur pays au lieu d'habiter le nôtre.

On pourrait croire que depuis trente-cinq ans la Calédonie est entrée dans le « cycle de l'igname », le temps kanak, sans passé ni futur lointain, où chaque jour n'est que le hier de demain.

Mais, non. Le passé a dévoré notre présent et a pris sa place. C'est hier pour toujours. Le temps ne tourne pas en rond. Il s'est arrêté, tout simplement. L'horloge est cassée.

Bien sûr, la vie continue. Des gens sont arrivés, se sont installés et ont menacé de modifier l'équilibre existant. Mais, comme on est malins, on a dit : « On va faire comme si de rien

⁴ Segou est le nom du Kanak de Canala qui tua Ataï d'un coup de sagaie avant de le décapiter. Ségou était un auxiliaire kanak, c'est-à-dire un employé de l'administration française. Il appartenait à la colonne Le Golleur-Gallet formée de Kanak, de francs-tireurs (déportés politiques) et de déportés de droit commun.

⁵ Djubelly Wéa est le nom du pasteur d'Ouvéa, indépendantiste radical, qui tua Yéiwéné et Tjibaou avant d'être lui-même abattu par le garde du corps de Tjibaou. Wéa estimait que les signataires de l'accord de Matignon avaient trahi la cause kanak en acceptant la paix.

n'était. On va les oublier, on ne va pas les compter. Comme ça, rien ne va changer. »

Et le corps électoral s'est figé, jusqu'à se pétrifier.

En mai 2018, juste avant le premier des trois référendums d'autodétermination qui allaient avoir lieu, Emmanuel Macron est venu nous voir et nous a dit : « Jusqu'à ce jour, la Calédonie était française en vertu de la prise de possession de 1853. Oublions tout ça, c'est du passé. Désormais, c'est aux Calédoniens de décider. »

Tout le monde a applaudi. Nous, ce qui nous plaisait, c'est qu'on allait décider.

On a encore décidé que rien n'allait changer.

Ces trois référendums ont donné le même résultat que celui de 1987. Les mêmes régions ont voté la même chose. Nous ne sommes toujours pas d'accord entre nous. Toujours pas d'accord pour les mêmes raisons. Et toujours pas d'accord de la même façon.

Une guerre civile pour rien, et trente-cinq ans de perdus. Trente-cinq ans pendant lesquels l'économie du pays a tourné au ralenti, faute d'investisseurs prêts à parier sur un avenir incertain. Trente-cinq ans pendant lesquels une nouvelle génération de Kanak a vu le jour et a grandi dans l'espoir sans lendemain de l'indépendance. Trente-cinq ans à entretenir l'hostilité entre les deux camps, à se disputer sur la composition du corps électoral, à menacer de sortir de l'accord avant l'heure, à menacer de reprendre la guerre, à camper sur ses positions jusqu'à en avoir des crampes.

Trente-cinq ans à attendre un *oui* ou un *non* pour une question qui ne pouvait rien résoudre, quelle qu'en soit l'issue. Trente-cinq ans à marginaliser tous ceux que la question de l'indépendance n'intéressait pas.

Trente-cinq ans à mettre de côté les vrais problèmes auxquels il fallait s'attaquer : la formation, le civisme, l'identité calédonienne et les inégalités sociales.

Et nous voilà revenus à une situation où le corps électoral restreint, qui donnait un espoir aux indépendantistes, a pris fin. Désormais, si un nouveau référendum est organisé, il ne pourra plus déboucher sur l'indépendance. Cette question est réglée pour plusieurs décennies. Jusqu'au jour lointain (et incertain) où la population kanak pourrait redevenir majoritaire.

Faut-il encore attendre ?

Illégitime

Un jour, en farfouillant dans les archives des *Nouvelles-Calédoniennes*, je suis tombé sur la Une du 23 juillet 1982. Elle comporte une grande photo prise depuis la cathédrale où l'on voit une foule de manifestants sur la gauche, et un escadron de CRS sur la droite, qui s'apprête à les charger sur le boulevard Vauban. Entre les deux, il y a un grand espace vide et, au milieu de l'image, perdu au beau milieu de cet espace, un jeune gars minuscule qui court comme un dératé, avec un sweat-shirt enroulé autour de la taille. On ne voit pas bien son visage. On ne voit pas non plus qu'il porte un appareil photo à la main.

Le jour de cette Une, j'avais dix-neuf ans et je vivais avec une journaliste. Cette année-là et les suivantes, elle m'a souvent demandé de prendre des photos de ce qui se passait, parce que je courais vite et que je n'hésitais pas à aller des deux côtés des barrages qui se multipliaient sur les routes et dans les rues.

Malheureusement, pour les photos, je n'étais pas doué. Ce jour où je me suis retrouvé coincé entre les manifestants et les CRS, je croyais en avoir pris des bonnes. Mais en rentrant chez moi, j'ai vu que la pellicule était mal chargée et que le compteur était resté à zéro. Ce que la Une du 23 juillet illustre à mes yeux, hormis mon éternelle position d'entre-deux, c'est mon incapacité à saisir l'instant.

Parfois, je me demande si cette photo ne résume pas ma vie. Si je n'ai pas toujours été là en simple observateur, avec un appareil photo qui ne marche pas. Et les jours où je désespère, je me dis que c'est sans importance. De toute façon, rien ne change, rien ne bouge dans ce pays où le temps est suspendu. À quoi bon prendre des photos ?

Pourtant, je ne peux pas me contenter de ça.

J'ai recommencé à lire, pour essayer de comprendre mieux. Et à force de tout recroiser, il m'a semblé que quelque chose émergeait, qui méritait peut-être d'être partagé.

Je me suis mis à écrire. Ça m'aide toujours à ranger mes idées.

Mais quelle douleur ! Quelle honte !

J'avais si honte que j'ai eu du mal à avouer à mes proches dans quoi je m'étais lancé. J'avais même du mal à me l'avouer à moi-même.

D'où venait cette honte ? Qu'est-ce qui la provoquait ? Après l'avoir un peu digérée, je me suis dit qu'elle témoignait peut-être de quelque chose d'intéressant.

Avant toutes choses, je ne me sentais pas légitime. J'étais en train de brasser des idées sur ce qui avait fait naître le rêve d'indépendance, alors que je ne suis pas historien. J'allais devoir aborder des notions que se réservent normalement les sociologues, les ethnologues et les anthropologues. Sans parler des questions économiques, fiscales et politiques et des compétences qu'elles demandent pour être bien comprises. Moi, je n'ai qu'une formation d'électronicien.

Bien sûr, ça ne m'empêchait pas de réfléchir et d'exposer un point de vue.

Mais c'est peut-être ce point de vue qui me semblait, par-dessus tout, illégitime. C'est peut-être de ça que j'avais tellement honte. Je ne suis pas né dans le pays. Je ne suis ni Kanak ni Caldoche. Qu'est-ce qui me donne le droit de me mêler de cette histoire ?

Nous, les Calédoniens, on n'est pas comme les autres. Personne ne comprend rien à ce qu'il se passe chez nous. On nous compare à l'Australie, mais ça n'a rien à voir. On nous compare à l'Algérie, mais ça n'a rien à voir. On nous compare à la Palestine, mais ça n'a rien à voir.

Vous connaissez ce discours ? J'y ai eu droit des millions de fois. À l'entendre, on pourrait croire qu'il y a les êtres humains d'un côté, et les Calédoniens de l'autre. Et moi, justement, je trouve qu'il y a beaucoup à voir, entre ce qui se passe

ici et ce qui s'est passé et se passe encore en Corse, en Palestine, en Libye, en Italie ou ailleurs. Je nous trouve très humains. Et si on m'a autrefois contesté la qualité de Calédonien, parce que je ne suis pas né ici, il y a une chose qu'on ne peut pas m'enlever : j'y ai toujours vécu et je connais bien le pays. Puis-je bousculer toutes ces fichues questions qui ne parviennent pas à avancer depuis des décennies ?

Dehors ou dedans, on n'est jamais où il faut pour tout voir dans son entier. Je sais bien que ma drôle de position intermédiaire ne m'évitera pas les partis pris et les jugements hâtifs. Jamais je ne parviendrai à l'objectivité que je voudrais atteindre. Puis-je tout de même m'en approcher davantage ?

Puis-je seulement retrouver le sens de la provocation qui m'animait autrefois et l'utiliser, non pas pour accuser, non pas pour blesser, mais au moins pour secouer les tabous qui nous emprisonnent ?

Quand on me demande si je suis pour ou contre l'indépendance, j'ai l'impression qu'on me demande « Quelle est la différence entre un pigeon ? » Cette question donne l'impression d'avoir du sens, mais quand j'essaie d'y répondre, je constate que c'est impossible. Et apparemment la Calédonie tout entière a le même problème. Comment faudrait-il reformuler les choses pour qu'on puisse enfin apercevoir des réponses ?

Si de nombreux Caldoches se sont déjà exprimés par écrit sur ce sujet, les Kanak, ancrés dans une culture orale, l'ont trop peu fait. Peut-être que ma position de métis culturel n'est pas si boîteuse. Peut-être qu'elle me permet d'explorer un entre-deux.

Il fallait que j'essaie, malgré tout.

Je me suis remis à écrire et j'ai commencé par interroger les mots qui se formaient sous mes doigts. Caldoche, Kanak, Zoreil... c'est quoi, tout ça ?

*Si vous étiez d'accord
avec tout ce que j'ai écrit,
ce livre ne servirait à rien.*

Eckart Von Hirschhausen

LES MAUX DES MOTS

*Les mots sont comme les sacs :
ils prennent la forme de ce qu'on met dedans.*

Alfred Capus

C'est quoi, un Caldoche ?

« De fait, selon un trait profondément humain, il est communément admis que le temps donne une garantie de respectabilité. Ainsi, comme il y eut les nouveaux nobles ou qu'il y a aujourd'hui les nouveaux riches, il existe des métropolitains qui souhaitent intégrer la communauté caldoche. En dépit de leur bonne volonté et de leur sincérité, ils resteront des êtres hybrides, et la situation inconfortable dans laquelle ils se trouvent, n'étant plus un Zoreil fraîchement débarqué ni vraiment un Caldoche, représente une sorte de rite initiatique qui perdurerait le temps d'une génération. »

Frédéric Angleviel dans *Être Caldoche aujourd'hui*, éd. Île de lumière, 1994.

Le terme « Caldoche » n'existait pas en Nouvelle-Calédonie avant les années soixante. Dans les décennies précédentes, les Blancs installés dans le pays se donnaient tout simplement le nom de « Calédoniens ».

Tout simplement ? Pas si sûr...

Le cuivre du diable



Si la découverte du nickel est parfois attribuée à Jules Garnier, en 1864, en Nouvelle-Calédonie, raison pour laquelle le minerai fut longtemps appelé « Garniérite », le nickel entrait déjà dans la composition de bronzes coulés en Syrie, 3500 ans avant notre ère et, pendant plus de cinq mille ans, le « paktong », « cuivre blanc » ou « cuivre du diable » (*kupfernickel*) fit partie des secrets des forgerons de la planète. C'est finalement le Suédois, Axel Cronstedt, en 1751, qui isola ce métal et lui donna le nom de nickel.

Mais c'est bien en Nouvelle-Calédonie, à partir de 1875, que démarra l'extraction industrielle de ce métal, dix ans avant que les mines de l'Ontario n'entrent à leur tour en exploitation. Cette activité devient très rapidement la première de l'archipel calédonien dont elle dicta, dès lors, toutes les évolutions. À la fin des années soixante, la Société Le Nickel (SLN) employait plus d'un tiers de la population calédonienne.

Les Pieds-noirs

L'indépendance du Maroc en 1956, celle de la Tunisie, la même année, et surtout celle de l'Algérie, en 1962, ont provoqué un exode important des populations d'origine européenne qui vivaient sur place. Baptisés « Pieds-noirs » par les métropolitains, ils connurent, pour beaucoup, de grandes difficultés à s'intégrer dans la population de leurs ancêtres. Aussi, quand le *boom* économique de la Nouvelle-Calédonie leur offrit une occasion de retrouver le soleil et de se reconstruire une vie, certains décidèrent de la saisir. Je ne suis pas parvenu à dénicher de chiffres concernant leur nombre exact, mais ils furent probablement plusieurs milliers à immigrer en Nouvelle-Calédonie entre 1965 et 1975.

À partir de 1968, l'envolée des cours du nickel provoqua une frénésie économique sans précédent en Nouvelle-Calédonie, deuxième exportateur mondial de ce minerai à l'époque. Ce « boom du nickel » fut à l'origine d'une immigration massive de main-d'œuvre métropolitaine et wallisienne. La population de la capitale doubla en moins de dix ans, ce qui provoqua, entre autres choses, une effroyable crise du logement.

On ne saura jamais avec certitude qui a inventé le mot « Caldoche »⁶, mais ce qui est sûr, c'est qu'il fut rapidement employé par les Métropolitains et Pieds-noirs⁷ qui débarquèrent à l'occasion de ce boom et qui s'étaient aussitôt vu affublés du nom de « Zoreil » par les Calédoniens en place. Les Zoreils n'appréciaient pas leur nom, et encore moins sa connotation péjorative régulièrement soulignée par ses variantes: « zozo », « culé d'zor », ou « ZAM⁸ » (Zoreil À Merde). Car, même si l'administration de l'époque obligeait chaque nouveau venu à disposer d'un billet de retour ou d'une

⁶ Dans *Être Caldoche aujourd'hui*, éd. Île de lumière, 1994, Paul Griscelli situe l'origine du mot dans un article paru dans le journal *L'Avenir Calédonien* (journal du parti politique l'Union Calédonienne), le mardi 9 mai 1967. Cet article cite des propos du directeur des Renseignements généraux qui y aurait employé le terme « Calédoche ». De Calédoche à Caldoche, il n'y avait qu'un pas. Mais l'ouvrage *Mille et un mots calédoniens*, éd. FOL, 1982, impute son invention à la journaliste et polémiste calédonienne Jacqueline Schmidt qui aurait signé, dans les années 1960, ses articles sous le pseudonyme « Caldoche ».

⁷ Voir en page de gauche.

⁸ Le concept du ZAM ou « Zoreil À Merde » est une sorte de légende urbaine qui circule surtout pendant les années 70-80. Selon ce mythe, la revendication indépendantiste ne serait pas une idée kanak. Elle aurait été conçue par des Zoreils malveillants dont le seul but était de « foutre la merde » dans notre beau pays où, jusqu'alors, tout allait bien et où tout le monde s'entendait à merveille. Cette théorie du complot envisage les Kanak comme une population naïve, incapable de penser par elle-même, et qui se serait laissée convaincre de prendre les armes pour le seul plaisir de satisfaire les agitateurs communistes venus de l'extérieur.

somme minimum garantissant la possibilité de le financer⁹, la plupart des migrants venaient là pour s'y installer et y rester pour de bon. En bref, ils ambitionnaient de devenir des Calédoniens. Sauf que l'appellation était déjà prise et même jalousement confisquée par ceux qui les avaient précédés. Toutefois, après quelques années passées sur le Caillou, des enfants nés sur place, une maison construite et une situation établie, quoi qu'en disent leurs prédécesseurs, les migrants se considéraient bel et bien comme Calédoniens et ne pouvaient plus se reconnaître dans l'appellation de « Zoreil » dont ils affublaient par contre, avec un plaisir revanchard, ceux qui débarquaient après eux.

Hélas, quels que soient leurs efforts d'intégration, quelle que soit leur volonté de se couler dans le moule du pays, on continuait de leur affirmer qu'ils ne seraient jamais des Calédoniens¹⁰, qualité strictement réservée à ceux qui étaient nés sur le Caillou (si possible de parents nés sur le Caillou, deux ou trois générations d'implantation étant préférables pour garantir le label).

Mais les Zoreils ne l'entendaient pas de cette oreille. Puisqu'on leur imposait de distinguer les Calédoniens de souche de ceux qui ne l'étaient que par adoption, ils trouvèrent un mot pour le faire : les anciens immigrants se retrouvèrent qualifiés de « Caldoches ».

⁹ L'entrée sur le territoire de Nouvelle-Calédonie ne pouvait en effet être autorisée qu'à ces conditions. Quand le migrant arrivait en Nouvelle-Calédonie avec un aller simple, il devait faire valoir une caution qui garantissait la possibilité de son rapatriement à ses propres frais.

¹⁰ Des efforts et une volonté d'intégration que l'on attendait d'eux, faute de quoi, ils se voyaient baptisés « Cinq-cinq ». Ce qualificatif provenait du taux de conversion du franc CFP en franc français : il fallait diviser une somme exprimée en CFP par 5,5 pour obtenir son équivalent en francs français. Le Cinq-cinq était le Zoreil soupçonné de venir en Nouvelle-Calédonie à seule fin d'y gagner de l'argent. Un argent qu'il s'empressait de rapatrier vers la Métropole plutôt que de le dépenser sur place. Dans l'image caricaturale que l'on aimait en faire, le Cinq-cinq détestait et critiquait la Nouvelle-Calédonie tout en y vivant, et retournait en Métropole, sitôt fortune faite.

Ces derniers tentèrent aussitôt de renverser l'équation : ils proposèrent des termes afin de distinguer les immigrés installés depuis plusieurs années, « Calzor », ou « Zorcal », dont la composition parle d'elle-même : un peu Calédonien, un peu Zoreil. Des métis, en somme. Ces mots ne rencontrèrent hélas pas le succès espéré, tandis que celui de « Caldoche » se répandait comme la peste.

En 1984, lorsque des centaines de journalistes débarquèrent sur le Territoire pour couvrir la guerre civile¹¹ qui venait de s'y déclarer, ils eurent les plus grandes difficultés à comprendre le paysage culturel qu'on leur y présentait. Bien souvent, ils écrivaient leur premier « papier » dans l'avion qui les amenait sur place, avant même d'avoir pu constater et éprouver la réalité locale. Pour accomplir leur mission, il leur fallait tout simplifier, identifier clairement les bons et les méchants, et décrire en phrases simples et brèves ce qu'ils croyaient avoir compris. Ce fut l'apothéose du mot « Caldoche ». Car si ces journalistes avaient écrit que des Calédoniens s'opposaient aux Kanak, le public métropolitain se serait inmanquablement dit : « Les Kanak sont évidemment des Calédoniens, alors, contre qui se battent-ils ? »

Par ailleurs, il était difficile d'entrer en contact avec les protagonistes les plus actifs du conflit. Les voyages en Brousse étaient compliqués et parfois dangereux. Les habitants y étaient peu bavards et souvent confus. Il était plus facile de se faire expliquer la situation par des habitants d'origine métropolitaine vivant à Nouméa, moins impliqués dans le conflit et donc — on pouvait l'espérer — un peu plus réfléchis et objectifs. Il se trouve que ces derniers avaient déjà inventé le mot « Caldoche » et l'employaient à profusion. Par la récupération enthousiaste qu'en firent aussitôt les journalistes, il se vit propulsé dans le Petit Larousse.

¹¹ Une guerre civile qui ne fut pas nommée ainsi sur le moment. Pendant plusieurs décennies, on y fit référence par l'euphémisme « les événements ».

La popularité désormais nationale du terme « Caldoche » ne le rendit pas plus acceptable par ceux qu'il désignait. J'ai eu mille fois l'occasion d'entendre « Ne m'appellez pas comme ça, s'il vous plaît. "Caldoche", c'est un mot inventé par les journalistes Zoreils qui voulaient dire du mal de nous. Moi, je suis calédonien, pas caldoche. »

Aujourd'hui, ce mot garde pourtant un très large usage dans l'ensemble de la population, y compris, de plus en plus, parmi les Caldoches eux-mêmes.

Il s'avère que la distinction introduite par ce terme était absolument nécessaire à l'évolution de la société. Son introduction a enfin permis de libérer l'usage du mot « Calédonien » dont nous avons cruellement besoin pour fonder une identité commune.

C'est quoi, un Calédonien ?

Si les Zoreils des années-nickel ont rapidement réagi à la façon exclusive dont leurs prédécesseurs usaient du mot « Calédonien », les Kanak avaient aussi de bonnes raisons de le faire. Car, s'il était évident, pour les journalistes cités plus haut, que les Kanak étaient des Calédoniens, ça n'était curieusement plus le cas aux yeux des Caldoches. Les descendants d'immigrés japonais, chinois, vietnamiens, malbars et javanais, pourtant implantés dans le pays depuis plusieurs générations, ne l'étaient pas davantage. Pas plus que les Tahitiens, les Wallisiens ou les Futuniens qui représentaient pourtant une part de plus en plus importante de la population. Par le terme « Calédonien », on désignait un descendant de colon¹², un point c'est tout. Toutes les autres composantes de la population étaient désignées par leurs origines. « Calédonien » pouvait être utilisé largement en tant qu'adjectif (population calédonienne, économie calédonienne, etc.), mais pas en tant que nom.

Cette restriction, qui peut sembler étrange aujourd'hui, a pourtant laissé de nombreuses traces dans l'histoire. En voici une : à la fin des années quatre-vingt, un petit groupe de résistants s'oppose à l'hégémonie loyaliste¹³. Entre autres initiatives, ils créent une association qu'ils intitulent

¹² Jusqu'aux années quatre-vingt, la majorité des Caldoches préféraient ignorer leurs antécédents bagnards qui, lorsqu'ils existaient, avaient été tus et cachés par les familles concernées. Ce n'est qu'à partir de 1990 que des listes de noms de déportés commencèrent à circuler largement, permettant à ceux qui le souhaitaient de découvrir la raison pour laquelle leurs ancêtres étaient arrivés en Nouvelle-Calédonie, selon qu'ils figuraient ou non sur ces listes.

¹³ Loyaliste : nom revendiqué par les opposants à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

UCDPK: Union des Calédoniens Pour un Dialogue avec le Peuple Kanak. D'un côté, les Calédoniens, de l'autre, les Kanak¹⁴.

Pourtant, si les fondateurs de l'UCDPK distinguent les Kanak des Calédoniens, ça n'est certainement pas dans une volonté d'exclusion.

Je me souviens très clairement avoir entendu des Kanak employer « Calédoniens » pour désigner les Caldoches, se privant de même coup de cette qualité. Jean-Marie Tjibaou, comme bien d'autres leaders kanak, l'a fait à maintes reprises dans ses discours.

◀◀ Dans les années quatre-vingt, le mot “Calédonien” était pour les Kanak un mot complètement d'exclusion : on n'entendait plus de Kanak dire “Je suis calédonien”. Le mot “Calédonien” représentait les Blancs, et pas eux. »

Louis-José Barbançon dans *Être Caldoche aujourd'hui*, éd. *Île de lumière*, 1994.

¹⁴ On retrouve cette opposition dans beaucoup de passages du livre *Le Pays du Non-Dit* (1992), écrit par Louis-José Barbançon qui fut l'un des fondateurs de l'UCDPK :
« Les jeunes Calédoniens (...) ne comprennent rien à la revendication kanak. »
« Je ne sais pas quel jour il est pour les Kanak, mais je sais que pour les Calédoniens, il est bien tard. »
« Entre Kanak et Calédoniens, les relations n'ont pas toujours été aussi tranchées ni aussi simplistes qu'aujourd'hui. »
Mais le même Louis-José Barbançon écrit avec lucidité, un peu plus tard, dans *Être Caldoche aujourd'hui* : « Est-ce que, pour le futur, il ne serait pas important de réserver le mot “Calédonien” comme terme rassembleur, générique, pour l'ensemble du pays et des populations de ce pays (...) »

Ce fichier est un extrait du livre

Le temps suspendu

Luc Deborde

Pour consulter l'ouvrage complet, rendez-vous sur :

http://www.editions-humanis.com/_979-10-219-0428-6.php